

CAMEROUN EN EVEIL



Editorial

ENTRE PRINCIPES ET PRATIQUES : COMPRENDRE LE JEU POLITIQUE AU CAMEROUN

Aujourd'hui, la vie politique au Cameroun est marquée par des tensions : promesses non tenues, lois bafouées, affrontements publics entre politiciens. Tout cela donne l'impression d'un spectacle éloigné de nos réalités. Pourtant, les décisions politiques influencent directement notre quotidien : école, emploi, santé, sécurité. C'est pourquoi chaque citoyen, surtout la jeunesse, doit s'y intéresser et s'impliquer. Cela commence par une connaissance claire des institutions, entre autres :

- l'Assemblée nationale : propose et vote les lois, contrôle l'action du gouvernement (enquêtes parlementaires,...) ;
- le Sénat : relit les lois en cours d'adoption et les améliore ;
- ELECAM : organise les élections ;
- le Conseil Constitutionnel : s'assure du respect de la Constitution, vérifie la légalité des lois et scrutins ;
- le Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique (MINJEC) : éduque les jeunes à la citoyenneté.

Malgré leur importance, ces institutions restent mal connues

et peu accessibles, surtout aux jeunes. De plus, des lois sont souvent ignorées : la corruption reste impunie, la neutralité politique des fonctionnaires violée, et la liberté d'expression parfois réprimée. Ces contradictions nourrissent la méfiance et le désintérêt citoyen.

Et pourtant, la politique n'est pas réservée aux politiciens. Elle concerne tout le monde. Les jeunes, souvent (auto) exclus, en subissent pourtant les conséquences. Il est temps que la jeunesse devienne une force de veille et d'action. Cela passe par des actes simplistes :

- lire la Constitution pour comprendre ses droits,
- suivre les institutions et s'informer,
- participer aux débats publics,
- dénoncer les injustices de manière pacifique et argumentée...

Une démocratie forte repose sur des citoyens informés, actifs et exigeants. La politique, c'est aussi notre affaire.

ALLIANCE MOÏSE : QUAND LA FOI DEVIENT UNE FORCE POLITIQUE

Dans un pays où les tensions sociales, économiques et politiques pèsent sur toutes les franges de la population, la communauté des croyants n'échappe pas à la pression. Pourtant, cette communauté chrétienne, musulmane ou d'autres obédiences religieuses, représente une force morale, numérique et sociale considérable.

C'est sur cette base que naît le programme MOÏSE à travers DMJ en 2013. My Own Initiative for Successful Elections (MOÏSE) est un appel à la consécration d'une voix politique fervente. Car si les croyants ne participent pas à la vie politique, ils laissent aux autres le soin de décider à leur place, parfois contre leurs valeurs.

L'Alliance MOÏSE qui prend forme en avril 2025, est une extension interreligieuse de mobilisation, d'orientation, d'interpellation, de sensibilisation et de promotion du civisme et de l'éthique électorale. L'idée n'est pas de faire de la religion un parti politique, encore moins d'amener les communautés religieuses à donner des consignes de votes, mais de faire entendre une voix morale non partisane, unie et forte par son discours sur la paix et son narratif sur la justice.

Animation des plateformes de dialogue, des campagnes de sensibilisation, des cercles



d'influence communautaires religieux, des interpellations publiques, sont autant d'actions concrètes proposées par le Programme Moïse pour qu'entre croyants de différentes confessions l'on puisse réfléchir aux enjeux d'une société lumineuse, éclairée par les écritures sacrées et révélées, motivée par la lumière de la foi. Le Programme Moïse entend former des relais dans les églises, les mosquées et les milieux spirituels capables de porter la voix des croyants vers les institutions.

Avec MOÏSE, il s'agit de revenir à une parole libre, structurée et responsable, capable d'influencer sans manipuler, de guider sans diviser, de proposer sans s'imposer, en faisant valoir la justice et la paix.

Et maintenant ? Le chantier est vaste. L'innovation MOÏSE n'est qu'à ses débuts, mais elle appelle chaque croyant à :

- ne plus se taire face aux injustices ;

- refuser le compromis entre foi et compromission ;
- prendre part à la construction du pays, en toute conscience ;
- et devenir des sentinelles éthiques, dans les quartiers, les lieux de culte, les familles et les espaces de décision.



MOÏSE c'est un esprit de réveil et d'éveil, une approche nouvelle de dire : "Je crois, donc je m'engage." Car la foi n'est pas un refuge passif, elle est aussi une lumière pour guider la cité.

Et aujourd'hui, plus que jamais, le Cameroun a besoin de croyants debout, éclairés et engagés. De nos jours les croyants sont nombreux à s'impliquer dans des activités spirituelles, caritatives, culturelles, etc., mais très peu dans les affaires publiques ou citoyennes. Or, les décisions prises à la base comme au sommet de l'État ont aussi un impact significatif sur la liberté religieuse, l'accès aux lieux de culte, la moralisation de la société, la justice sociale et même l'éducation des enfants. Pourquoi donc endormir la force de la foi ?



LOBBYING JEUNE AU CAMEROUN : FAIRE ENTENDRE SA VOIX

Au Cameroun, plus de 60 % de la population est jeune, mais cette majorité revendique souvent et encore une présence dans les sphères de décision. Nombreux sont les jeunes qui se sentent ignorés. Pourtant, une nouvelle génération refuse le silence : elle parle, propose, interpelle. Bref, elle fait du lobbying.

Le lobbying, c'est influencer les décideurs (Députés, Maires, Ministres...) pour défendre une cause ou obtenir un changement. Lorsqu'il est fait dans le respect des lois et pour l'intérêt général, c'est un outil citoyen puissant, accessible aux jeunes. Les sujets ne manquent pas : emploi, éducation, environnement, formation... Si les jeunes ne s'expriment pas, d'autres parleront à leur place, souvent sans connaître leurs réalités.

Formes de lobbying jeunes au Cameroun :

- ONG et associations : mémoires, plaidoyers, lettres ouvertes
- Campagnes en ligne : hashtags, vidéos, dénonciations virales



- Forums, télévision et chaînes de radio : débats, conférences, panels, chroniques, radios citoyennes

- Médias & influenceurs : articles, interviews, prises de parole publiques.

Malgré l'élan, les freins sont réels : bureaucratie, insuffisance de moyens, pauvre qualité de l'accueil des usagers dans les administrations, peu

de visibilité, peur des représailles. Pourtant, les jeunes persévèrent.

Pour un lobbying plus efficace,

- se former aux lois, droits et stratégies d'influence ;
- travailler en collectif ;
- utiliser les bons canaux (réseaux, médias, lettres...) ;
- dialoguer avec les autorités locales ;
- créer des passerelles avec les institutions (clubs civiques, plateformes de dialogue...).

Faire du lobbying ce n'est pas faire de la politique. C'est défendre avec intelligence, respect et détermination ce qui compte : la justice, l'équité, l'avenir. Les organisations participant au projet RECIJ (Renforcement de l'Encadrement Citoyen et Inclusion des Jeunes) ont été préparées à cela, et elles s'activent à cela lorsque nécessaire, pour le bien de leur communauté, dans les régions de l'Adamaoua ou de l'Extrême Nord.



Nos contacts

DMJ Siège : C24 individuel, SIC Mendong (Ydé) BP : 31 564 Yaoundé – Cameroun
Tél. : (237) 242 04 51 64 / 680 754 005 Mail : dmj@dmjcm.org / wdypcm@yahoo.fr

DMJ Adamaoua (Ngaoundéré) : 698 45 37 87

DMJ Extrême-Nord (Maroua) : 658 60 95 06 **DMJ Ouest (Bamendjing) :** 690 85 42 09

Site web & réseaux sociaux

Site web : www.dmjcm.org

Facebook : www.facebook.com/dynamiquemondialesdesjeunes

X : www.x.com/DMJ_WDYP

Youtube : youtube.com/@dynamiquemondialesdesjeunes

MERCI A NOS PARTENAIRES

Brot
für die Welt
Verein für den Welt
Dienst der Entwicklung

human security collective



zfd Ziviler Friedensdienst
Wir scheuen keine Konflikte.

Reseau Foi et Liberation
FAITH AND LIBERATION NETWORK

mensen met een missie

fhi360

MISEREOR
IHR HILFSWERK

RECIT DE VIE : POUR DES COMMUNES RECONNAISSANTES



ABDROUMAN Oumara est un jeune couturier de Meiganga, né à l'Extrême Nord, Arrondissement de Maroua 3^e. Il a grandi à Ngaoundal où il a appris la couture de base puis la broderie à Maroua. Aujourd'hui il travaille et vit à Ngaoundal avec sa famille. Son apport à l'économie locale tout comme celui d'autres jeunes employeurs locaux mérite une attention de la Commune.

Avant la couture, je faisais dans le "cinéma" (projection de films en salle), communément appelé la vidéo-club, pour le compte d'un particulier. Un jour, un ami m'a conseillé de quitter ce secteur pour les domaines plus techniques et commerciaux, notamment la mécanique, le "garage" et la couture. C'est ainsi que j'ai commencé avec la formation en couture de 2009 à 2011, parfois auprès des amis, et quelques fois dans des programmes de formation auprès des institutions, notamment avec l'Eglise Catholique, où j'ai passé trois (03) mois. J'ai quitté Douala le 02 janvier 2011 et je suis arrivé à Ngaoundal où j'ai commencé à travailler avec des amis qui ont des machines à coudre. Quelques temps après, j'ai demandé à un ami de m'acheter une machine (ma première machine), et je devrais lui rembourser progressivement le coût de l'achat. Ce n'est qu'en mai 2011 que je me suis installé à mon propre compte, dans mon propre atelier.

Plus sérieusement, ma motivation de faire de la couture un métier pour la vie est

venue à la suite d'un accrochage avec un couturier professionnel à qui j'ai remis mon habit pour qu'il brode, mais il ne l'a pas fait. Il m'a non seulement pris de l'argent (9000 F), mais il m'a donné de multiples rendez-vous auxquels il n'a jamais honoré jusqu'au jour, et m'a dit en fin de compte : « Si tu pouvais faire toi-même ton travail, pourquoi tu ne l'as pas fait ? » Je lui ai répondu : « Je ne peux peut-être pas le faire aujourd'hui, mais plus jamais quelqu'un d'autre ne me fera ce que toi tu as fait. Je n'ai pas besoin de beaucoup de temps. 8 mois c'est largement suffisant pour le faire. » Puis je suis allé à Maroua pour me perfectionner en broderie dans les ateliers de mes amis. J'ai mis 10 mois, et je suis rentré sur Ngaoundal.

Je n'ai pas fait des longues études. J'ai arrêté l'école au CM2. Mais ça ne m'a pas empêché d'acquérir des compétences que j'ai utilisées au service de ma communauté. J'ai formé une quinzaine des jeunes, filles comme garçons, qui aujourd'hui sont installés à leurs propres comptes dans diverses villes du Cameroun, notamment à Ngaoundal (cas de Oumarou, Apsatou, Didi et Bachirou Mohamadou), Garoua-Boulai (Daouda, Kabouri), Douala (Hassan), Yaoundé (Nassourou), Ngaoundéré (Nana Adama au marché de samedi de Gada-Mabanga), etc.

Je fais de la couture mixte (homme et femme). La confection de la veste est ce qui me reste à approfondir. La couture nourrit son homme. Je suis la preuve vivante. Tout ce que j'ai aujourd'hui, c'est grâce à la couture. Je suis un homme marié, j'ai 4 enfants. Je me suis construit une maison d'habitation. Je rends grâce à Dieu pour ce qu'il pourvoit tous les jours.

Aussi, les jeunes qui sont passés par mon atelier sont pour la plupart mariés, titulaires de maisons d'habitations et propriétaires d'entreprises/ateliers de couture ou toute autre entreprise à partir de la couture. Le combat pour lequel je milite à travers la formation des jeunes en couture est la réduction des jeunes sans emplois. Autrement dit, c'est ma façon de contribuer à la réduction du taux de chômage, qui est déjà critique dans notre communauté particulièrement, et au Cameroun en général.

Loin de la mendicité, je voudrais faire savoir à qui de droit que la formation nécessite un coût. Même si elle est

donnée gratuitement il y a d'autres coûts : machines à coudre à mettre à la disposition des apprenants, matériels à usage unique comme les pièces des tissus, fils, etc.). Aujourd'hui, je n'ai pas de machines spécialisées pour des tâches spécifiques (machine computer, machine surfilage, machine gros fil et machine boutonnière).

Je veux être reconnu à ma juste valeur comme celui-là qui a contribué à l'épanouissement des jeunes dans la commune de Ngaoundal. Ce vœu est celui de plusieurs autres acteurs qui ne demandent qu'à être valorisés pour ce qu'ils savent faire, et pour leurs contributions dans le processus de réduction du chômage et de la promotion de l'insertion socio professionnelle.



Directrice de Publication

Caroline Claire Yankep

Conseil Editorial

Alice N. Tchoumkeu

Claudia Kaiser

Père Basile Tegamba

Alliance Fidèle Abelegue

Edouard Thierry Fegue

Dupleix F. Kuenzob

Rédacteur en Chef

Anita Therence Lenzi Bibana

Secrétaire de Rédaction

Michel Fokou

Relations Publiques

Stéphanie Laure Pettang

Collaboration

Félix Kouanou Fenju

Michée Malapa

Aïssatou Abdoulaye Siddi

Elise Virginie Mvemie

Elvis Tetang

Emmanuel Lawane

Diane Firida Tissia

Francis Danzabe

Merabelle Amoumoulam

Cisse Djibril

Ngochi Emmenencia

Diderot Toka

Hugues Ferdinand Fendju

Oumma Hani Bouba

Sandrine Manessong Tetio

Jean Lambert Dam-Kamou

La'hifa Ben Kalgong

Gislain Innocent Djike